1 INTRODUCTION

L'article L.2313-1 du CGCT prévoit qu'une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles soit jointe au Budget Primitif et au Compte Administratif afin de permettre aux citoyen.nes d'en saisir les enjeux.

L'article 242 de la Loi de finances pour 2019 a ouvert l'expérimentation du **Compte Financier Unique (CFU)** pour les collectivités territoriales.

Pour mettre en place le **Compte Financier Unique** ou **CFU**, deux préalables étaient nécessaires :

- Appliquer le référentiel budgétaire et comptable M57
- Dématérialiser l'ensemble des documents budgétaires (vers la préfecture et vers le comptable)

Notre commune a fait le choix de s'inscrire dans cette démarche au 1^{er} janvier 2024 et a décidé d'adopter le **Compte Financier Unique**, document commun à l'ordonnateur et au comptable public, pour la présentation de ses comptes 2024. Le **CFU** constitue aujourd'hui le document budgétaire qui se substitue à la fois au Compte Administratif et au compte de gestion. Il a vocation à devenir, à partir de 2026, la nouvelle présentation des comptes locaux pour les élu.es et les citoyen.nes.

Ce que le **CFU** apporte dès aujourd'hui :

- Une information financière plus simple et plus lisible : un seul document au lieu de deux partiellement redondants, et souvent trop volumineux
- Une information également enrichie, grâce au rapprochement, au sein du CFU, de données d'exécution budgétaire et d'informations patrimoniales, qui se complètent pour mieux apprécier la situation financière du budget concerné
- Le levier d'un travail collaboratif simplifié entre les services de la collectivité et ceux du comptable public (dans le respect de leurs prérogatives respectives) pour établir ce document commun. Cela contribuera, si nécessaire, à la fiabilisation de la qualité des comptes

En mettant davantage en exergue les données comptables à côté des données budgétaires, le **CFU** permettra de mieux éclairer les assemblées délibérantes et pourra ainsi contribuer à enrichir le débat démocratique sur les finances locales. Ce rapport présente ainsi les principales informations du **Compte Financier Unique** 2024 de la Ville de Pompey.

2 LA FISCALITÉ

En 2024, les bases fiscales ont été revalorisées automatiquement de **+3,9%** par décision législative et la Commune n'a pas souhaité augmenter les taux de contributions directes :

TH SUR LES RÉSIDENCES SECONDAIRES • Bases 2024 : 187 447€ • Taux 2023 : 18,40% • Taux 2024 : 18,40% • Produit réalisé : 34 490€	TAXE FONCIÈRE BÂTI • Bases 2024 : 6 460 601€ • Taux 2023 : 35,03% • Taux 2024 : 35,03% • Produit réalisé : 2 263 150€	TOTAL PRODUIT DES 4 TAXES - CHAP. 731 : 2 342 570€
TH SUR LES LOGEMENTS VACANTS • Bases 2024 : 194 430€ • Taux 2023 : 18,40% • Taux 2024 : 18,40% • Produit réalisé : 35 775€	TAXE FONCIÈRE NON BÂTI • Bases 2024 : 21 197€ • Taux 2023 : 43,19% • Taux 2024 : 43,19% • Produit réalisé : 9 155€	RÉFORME ET COEFFICIENT CORRECTEUR + LISSAGE : 12 766€
RÉALISÉ FINAL 2024 : 2 355 336€		

3 LES RÉSULTATS 2024

À la clôture de l'exercice 2024, le **CFU** fait apparaître un résultat global de **+155 469,97€**.
se décomposant comme suit :

+556 356,83€

Résultat de clôture de
fonctionnement

-232 897,55€

Résultat de clôture
d'investissement

-167 989,31€

Solde Restes à Réaliser
- Restes à Encaisser

4 LES RESTES À RÉALISER

Les investissements 2024 non réalisés correspondent aux Restes à Réaliser reportés en 2025 pour 247 501,31 € dont un total de **79 979€** répartis à hauteur de :

- 7 000€ pour l'achat d'une parcelle de terrain au niveau du quartier Turlomont
- 55 570€ pour le solde des travaux d'adaptabilité des écoles EIFFEL A et B
- 6 847€ pour la sécurisation des accès Hôtel de Ville et Ecole EIFFEL B
- 7 920€ qui concerne la création d'un abri vélo à l'école JY COUSTEAU
- 2 642€ pour l'installation du WIFI sur le site de l'Avant-Garde

Et à hauteur de **167 523€** pour les 3 Autorisations de Programmes créées sur l'exercice 2024 :

- **43 179€** : Études et la Maîtrise d'Ouvrage pour la réhabilitation de la Grande Salle du Centre Aéré
- **102 960€** : Études pour la réhabilitation du centre socio-culturel
- **21 384€** : Maîtrise d'ouvrage pour la réhabilitation de l'École Eiffel A et la création de sanitaires

En recette, il s'agit principalement de soldes de subventions à percevoir pour un total de **79 512€** :

- DETR 2020 ADAP 4^e tranche Eiffel A et B pour 35 393€
- DETR 2023 Végétalisation Cousteau avec création d'un abri vélo et d'un préau pour 20 809€
- AERM 2022 pour la végétalisation des cours Eiffel et Jeuyeté d'un montant de 23 310€

5 LE FONCTIONNEMENT

LES DÉPENSES

CRÉDITS EMPLOYÉS (OU RESTANT À EMPLOYER)

CHAP	LIBELLÉS	CRÉDITS OUVERTS	MANDATS ÉMIS	CHARGES RATTACHÉES	RESTES À RÉALISER	TAUX DE RÉALISATION
011	Charges à caractère général	1 364 082,00	1 081 373,95	101 254,35	0,00	86,70%
012	Charges de personnel et frais assimilés	2 198 275,00	2 108 696,23	895,40	0,00	95,97%
014	Atténuations de produits	37 524,00	37 524,00	0,00	0,00	100,00%
65	Autres charges de gestion	455 023,00	447 554,15	0,00	0,00	98,36%
TOTAL DES DÉPENSES DE GESTION COURANTE		4 054 904,00	3 675 148,33	102 149,75	0,00	93,15%

66	Charges financières	59 900,00	57 036,63	0,00	0,00	95,22%
68	Dotations aux provisions	3 979,00	3 979,00	0,00	0,00	100,00%
TOTAL DES DÉPENSES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT		4 118 783,00	3 736 163,96	102 149,75	0,00	93,19%
023	Virement à la section d'investissement	167 563,00	0,00	0,00	0,00	
042	Opé d'ordre de transfert entre sections	100 000,00	140 666,10	0,00	0,00	140,67%
TOTAL DES DÉPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT		267 563,00	140 666,10	0,00	0,00	52,57%
TOTAL		4 386 346,00	3 876 830,06	102 149,75	0,00	90,71%
Pour information D002 déficit de fonctionnement reporté année N-1		0,00				

Σ **TOTAL DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT RÉALISÉES 2024 : 3 978 979,81**

LES RECETTES

CRÉDITS EMPLOYÉS (OU RESTANT À EMPLOYER)

CHAP	LIBELLÉS	CRÉDITS OUVERTS	MANDATS ÉMIS	PRODUITS RATTACHÉS	RESTES À RÉALISER	TAUX DE RÉALISATION
013	Atténuation de charges	66 000,00	24 632,82	0,00	0,00	37,32%
70	Produits des services, du domaine et vt diverses	365 305,00	370 974,20	42 740,76	0,00	113,25%
73	Impôts et taxes	356 594,00	360 930,00	0,00	0,00	101,22%
731	Fiscalité locale	2 440 400,00	2 449 167,96	45,00	0,00	100,36%
74	Dotations subventions et participations	898 047,00	925 342,51	23 142,87	0,00	105,62%
75	Autres produits de gestion courante	160 000,00	182 711,68	2 404,61	0,00	115,70%
TOTAL DES RECETTES DE GESTION COURANTE		4 286 346,00	4 313 759,17	63 333,24	0,00	102,23%
76	Produits financiers	0,00	4,50	0,00	0,00	
77	Produits exceptionnels	0,00	53 276,50	0,00	0,00	
TOTAL DES RECETTES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT		4 286 346,00	4 367 040,17	68 333,24	0,00	103,48%
042	Opé d'ordre de transfert entre sections	100 000,00	99 963,23	0,00	0,00	99,96%
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT		100 000,00	99 963,23			99,96%
TOTAL		4 386 346,00	4 467 003,40	68 333,24		103,40%
Pour information R002 excédent de fonctionnement reporté année N-1		0,00				

Σ **TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT RÉALISÉES 2024 : 4 535 336,64**
RÉSULTAT 2024 CUMULÉ DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT : 556 356,83

Au niveau des dépenses de fonctionnement, malgré une stabilité des effectifs par rapport à 2023, et une baisse attendue de l'effet GVT (Glissement Vieillesse Technicité) du fait de départs en

retraite, nous subissons une augmentation du chapitre 012 "Charges de personnel" dont les trois principales causes sont :

La **revalorisation indiciaire au 01/01/2024** : +5 points (titulaires, contractuel.les, élu.es)

L'**augmentation du régime indemnitaire (IFSE)** à compter du 01/07/2024 (enveloppe de la Prime du Pouvoir d'Achat)

La **création d'un 2^{ème} poste de Directeur Péri-scolaire**, Catégorie B, à compter du 01/02/2024

Dont l'impact financier est le suivant :

Revalorisation indiciaire	5 points*12 mois*70 agent.es (tous status confondus)	33 000€
Augmentation IFSE	2700€/mois*6mois	16 200€
Poste Directeur Péri-scolaire		32 100€

En 2024, le ratio "Charges de personnel" par rapport aux dépenses réelles de fonctionnement est de **54,93%**, soit 428,68€/habitant.e.

Focus	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CFU 2024
Chap. 012	1 889 811€	1 912 867€	2 062 279€	2 031 470€	2 108 696€
Population (DGF)	4 966	4 955	4 954	4 936	4 919
€ par habitant.e	381€	386€	416€	412€	429€
Titulaires	48	44	43	32	37
Emplois fonctionnels	1	1	1	1	1
Total ETP	44,37	41,35	40,85	38,76	39,76

Au niveau des recettes de fonctionnement, il faut noter que le chapitre 70 "Produits des services et du domaine" est en net dépassement : la commune a enregistré une vente de bois exceptionnelle (+17 486€). Les locations des salles se sont à nouveau stabilisées à la hausse (+8207€) et une actualisation du coût de fonctionnement pour l'encadrement des repas scolaires a été régularisée (5,82€ au lieu de 5,70 € soit +16 330€).

Les redevances concernant les inscriptions aux services CLSH et Accueil Péri-scolaire sont également en augmentation.

Le **chapitre 74 "Dotations, subventions et participations"** présente également un dépassement au niveau de ses réalisations : il s'agit notamment de l'encaissement supplémentaire de FCTVA de fonctionnement due à l'automatisation de versement (17 000€) mais également d'un supplément de participations CAF 54 au niveau du contrat CTG avec la réintroduction du poste "Chargé de coopération" (+/-8000€). Les participations de la CAF 54 au titre des activités péri-scolaires ont également augmenté en corrélation avec le nombre d'inscriptions CLSH et APS.

Concernant le **chapitre 75 "Autres produits de gestion courante"**, un taux de réalisation de 115,70% est constaté alors que le chapitre 013 fait état d'un taux de 37,32%. Il s'agit là d'une évolution en cours d'année de l'imputation du remboursement des indemnités journalières pour les agent.es placés en maladie, demandée par les services du SGC de Nancy (nature 013-6419 vers 75-75888). Le **chapitre 77 "Produits exceptionnels"** reflète les recettes de cessions dont la prévision est inscrite au chapitre 024 : il s'agit notamment de la vente de la Cité Saint-Euchaire sise 62 allée des Bleuets vendue pour 40 000€.

6 L'INVESTISSEMENT

LES DÉPENSES

CHAP	LIBELLÉS	CRÉDITS OUVERTS	MANDATS ÉMIS	RESTES À RÉALISER	CRÉDITS NON RÉALISÉS
20	Immobilisations incorporelles	53 526,25	18 941,40	0,00	35,39%
21	Immobilisations corporelles	85 030,00	70 886,24	9 641,21	83,37%
23	Immobilisations en cours	703 562,62	440 708,47	237 860,11	62,64%
TOTAL DES DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT		842 1185,87	530 536,11	247 501,31	63,00%
16	Emprunts et dettes assimilées	362 130,00	359 088,79	0,00	99,16%
TOTAL DES DÉPENSES FINANCIÈRES		362 130,00	359 088,79	0,00	99,16%
TOTAL DES DÉPENSES RÉELLES D'INVESTISSEMENT		1 204 248,87	889 624,90	247 501,31	73,87%
040	Opé d'ordre de transfert entre sections	100 000,00	99 963,23		99,59%
TOTAL DES DÉPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT		100 000,00	99 963,23		99,59%
TOTAL		1 304 248,87	989 588,13	247 501,31	75,85%
Pour information D001 solde d'exécution négatif reporté N-1		37 299,13			

Σ **TOTAL DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT RÉALISÉES 2024 : 989 588,13**

LES RECETTES

CHAP	LIBELLÉS	CRÉDITS OUVERTS	MANDATS ÉMIS	RESTES À RÉALISER	CRÉDITS NON RÉALISÉS
10	Dotations, fonds divers et réserves	595 437,00	597 302,44	0,00	100,31%
13	Subventions d'investissement	140 999,00	54 940,00	79 512,00	38,96%
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	1 081,17	0,00	
024	Produits de cessions	337 549,00	0,00	0,00	
TOTAL DES RECETTES RÉELLES D'INVESTISSEMENT		1 073 985,00	653 323,61	79 512,00	60,83%
021	Virement de la section de fonctionnement	167 563,00			
040	Opé d'ordre de transfert entre sections	100 000,00	140 666,10	0,00	140,67%
TOTAL DES DÉPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT		267 563,00	140 666,10	0,00	52,57%
TOTAL		1 341 548,00	793 989,71	79 512,00	59,18%
Pour information R001 solde d'exécution positif reporté N-1		0,00			
Résultat 2024 cumulé de la section d'investissement			-232 897,55	-167 989,31	

Σ **TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT RÉALISÉES 2024 : 793 989,71**

LES DÉPENSES

Les principales dépenses d'investissement 2024 :

- **4 920€** pour l'achat et la pose de deux paniers de basket au Plateau de l'Avant-Garde
- **5 304€** pour un diagnostic phytosanitaire des arbres
- **27 897€** en matériel informatique (Écoles : 14 299€, administratif : 5 617€, logiciels : 7 981€)
- Module AP/CP et nouvelle version compta M57, 2^{ème} phase
- **9 899€** pour l'achat de 9 chariots d'entretien ergonomiques
- **9 496€** pour la création d'un accès piéton au Cimetière Nord
- **10 000€** pour l'installation d'un adoucisseur d'eau au Centre Aéré
- **11 880€** pour le remplacement du filet de toit à l'aire de jeux multisport des Brevelles
- **28 440€** pour l'achat d'un véhicule FORD Transit
- **33 705€** pour l'aménagement végétal devant l'Hôtel de Ville, à l'écluse et en divers quartiers
- **90 210€** pour la végétalisation de l'École Cousteau
- **232 436€** pour la 4^{ème} phase des travaux ADAP au niveau des Écoles Eiffel A et B

Au niveau des trois autorisations de programmes créées en 2024, certaines études ont pu être réalisées :

- **26 967€** : Maîtrise d'Ouvrage réhabilitation de la Grande Salle
- **3 975€** : Ingénierie CCBP pour la réhabilitation du centre socio-culturel
- L'AP concernant la réhabilitation des sanitaires de l'École Eiffel A n'a pas pu être mise en œuvre en 2024

LES RECETTES

En ce qui concerne les recettes : rappelons que le **Chapitre 024 "Produits de cessions"** est un chapitre de prévisions qui ne donne lieu à aucune exécution. La somme inscrite correspond à la vente de trois bâtiments : une maison d'habitation située Allée des Bleuets au Quartier Saint-Euchaire, une maison d'habitation située Rue des Jardins Fleuris et le Presbytère. Seule la vente de la Cité Saint-Euchaire a pu être finalisée en 2024 (cf explications recettes de fonctionnement – **Chapitre 77**).

Aucun emprunt n'a été contracté en 2024. L'encours de dette continue à baisser et s'élève au 31 décembre 2024 à 2 560 191€ contre 2 918 618€ en 2023.

L'annuité 2024 s'élève à **411 939,21€** dont 358 000€ de capital réalisé au **Chapitre 16 "Emprunts et dette"**.

PRÉCISIO NS

- Les opérations dites "réelles" sont les opérations qui ont un impact direct sur la trésorerie. Il s'agit d'encaissements et de décaissements effectifs.
- Les opérations dites "d'ordre" (ex : amortissements), qui contribuent néanmoins à équilibrer les budgets, n'ont pas de conséquence sur la trésorerie, elles ne représentent que des jeux d'écriture. Elles ne donnent lieu ni à encaissement, ni à décaissement. Elles sont retracées en dépenses et en recettes de fonctionnement et d'investissement. Elles sont équilibrées.

7 LES ANNEXES

À l'appui du **CFU**, certaines annexes ont disparu : l'étalement des provisions, la variation du patrimoine sur l'exercice (entrées et sorties), l'état des travaux en régie...

Une nouvelle annexe dite "Budget vert" devient obligatoire. Elle s'intitule "impact du budget pour la transition écologique". Cette annexe valorise les choix d'investissement réalisés par la collectivité et qui ont un impact positif sur l'environnement. Les données territoriales sont agrégées avec celles de l'État et permettent de mesurer l'effort consenti en faveur de l'écologie et ainsi de planifier la transition sur l'ensemble du territoire national.

Elle se compose de 6 axes de cotation des dépenses qui sont progressivement mis en œuvre :

- **Axe 1** obligatoire en 2024 : atténuation du changement climatique
- **Axe 6** obligatoire dès 2025 : préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles

Les autres axes qui seront à renseigner à partir de 2027 :

- **Axe 2** : adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels
- **Axe 3** : gestion des ressources en eau
- **Axe 4** : transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques
- **Axe 5** : prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols

Pour la commune de Pompey, l'axe 1 laisse apparaître une cotation à hauteur de **167 000€** :

- **16 738€** concerne l'aménagement arboré du parvis de l'Hôtel de Ville
- **22 271€** sont liés à la plantation d'arbres dans divers quartiers de la Ville
- **37 781€** ont été mis en œuvre dans le cadre de l'opération de réhabilitation de la Grande Salle
- **90 210€** concernent la végétalisation des cours d'écoles

8 LES RATIOS D'ANALYSE FINANCIÈRE

L'épargne brute ou capacité d'autofinancement brute correspond à l'excédent de la section de fonctionnement sur un exercice, c'est-à-dire la différence entre les recettes réelles de fonctionnement et les dépenses réelles de fonctionnement.

Elle sert ainsi à financer :

Le remboursement du capital de la dette de l'exercice

(inscrit au compte 1641 des dépenses
d'investissement)

L'autofinancement des investissements

À noter qu'une commune est en déséquilibre budgétaire au sens de l'article L.1612-4 du CGCT si son montant d'épargne brute dégagé sur un exercice ne lui permet pas de rembourser son capital de la dette sur ce même exercice.

L'épargne nette ou CAF nette représente le montant d'autofinancement réel sur un exercice. Celle-ci est composée de l'excédent de la section de fonctionnement (ou épargne brute) duquel a été retraité le montant du capital des emprunts dû sur l'exercice.

L'épargne nette ou CAF nette représente le montant d'autofinancement réel sur un exercice. Celle-ci est composée de l'excédent de la section de fonctionnement (ou épargne brute) duquel a été retraité le montant du capital des emprunts dû sur l'exercice.

La capacité de désendettement constitue le rapport entre l'encours de dette de la collectivité et son épargne brute. Elle représente le nombre d'années que mettrait la collectivité à rembourser sa dette si elle consacrait l'intégralité de son épargne dégagée sur sa section de fonctionnement à cet effet. Un seuil d'alerte est fixé à 12 ans, durée de vie moyenne d'un investissement avant que celui-ci ne nécessite des travaux de réhabilitation. Si la capacité de désendettement de la collectivité est supérieure à ce seuil, cela veut dire qu'elle devrait de nouveau emprunter pour réhabiliter un équipement sur lequel elle n'a toujours pas fini de rembourser sa dette. Un cercle négatif se formerait alors et porterait sérieusement atteinte à la solvabilité financière de la collectivité, notamment au niveau des établissements de crédit.

AGRÉGAT (EN €) / RATIONS FINANCIERS (EN %)	2021	2022	2023	2024
Charges de fonctionnement CAF	3 316 438	3 784 585	3 591 663	3 772 178
Charges de personnel	1 898 264	2 052 699	1 961 327	2 084 959
Rigidité des charges	52%	46%	48%	48%
Produits de fonctionnement CAF	3 758 035	4 590 465	4 209 956	4 432 430
CAF Brute	441 597	805 880	618 293	660 252
CAF Nette	43 861	360 559	206 660	301 824
Taux de CAF	12%	18%	15%	15%
Encours de dette	3 058 852	2 976 269	2 927 183	2 569 176
Capacité de désendettement (en années)	7	4	5	4
Dépenses d'équipement	657 420	967 580	632 249	630 499
Fonds de roulement (en jours de charges)	41	29	51	34
Trésorerie (en jours de charges)	52	31	68	0

ÉVOLUTION DES CHARGES ET PRODUITS CAF (EN €)

CAF BRUTE ET CAF NETTE (EN €)

TAUX DE CAF

DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT (EN €)